

# APPEL

Il est temps pour les citoyens d'Europe de faire entendre leurs voix et d'exiger de leurs dirigeants qu'ils s'attaquent aux causes profondes de la crise. Nous avons besoin de règles plus strictes pour mettre fin à la folie des grandeurs des marchés financiers. **Nous avons besoin d'un cadre législatif qui protège l'intérêt général.**

L'égalité, la justice sociale et la solidarité sont au cœur de nos valeurs. Il est urgent de restaurer les principes de démocratie, de transparence, et de responsabilité au sein des institutions en charge de la régulation et de la supervision financière. Ce que nous exigeons du système financier est clair : nous voulons des marchés financiers qui fonctionnent de manière efficace, et qui soient capables de fournir les investissements verts, durables et créateurs d'emploi, dont nous avons besoin pour élever le niveau de développement, sur toute la planète et pour longtemps.

Pour signer l'appel : [www.europeansforfinancialreform.org](http://www.europeansforfinancialreform.org)



**Joseph Stiglitz, prix Nobel en sciences économiques:**  
"Nous voulons réduire la taille des marchés financiers tout en étendant cette partie du système financier qui fournit des fonds de capital risque. Il s'agit de réduire la partie purement spéculative."

## NOS PRINCIPES :

### 1. C'EST AUX CITOYENS DE DÉCIDER DE LEUR SORT, PAS AUX MARCHÉS FINANCIERS !

Imposons un contrôle démocratique sur les marchés financiers. Régulons tous les acteurs financiers, et tous les bonus!

### 2. LES PRATIQUES FINANCIÈRES AU GRAND JOUR !

Transparence et responsabilité comme pierres angulaires du système financier.

### 3. L'EMPLOI AVANT TOUT !

Protégeons nos emplois des requins de la finance!

### 4. HALTE À L'ÉVASION FISCALE !

Préserveons les finances publiques, et abolissons les paradis fiscaux!

### 5. NON À LA SPÉCULATION !

Avec une taxe sur les transactions financières et une finance durable pour des emplois durables!

### 6. DES BANQUES RESPONSABLES POUR LES MÉNAGES ET LES ENTREPRISES !

Les banques doivent être avant tout au service des clients et des entreprises.

## LES EUROPÉENS POUR LA RÉFORME FINANCIÈRE :



GLOBAL  
PROGRESSIVE  
YOUTH  
FORUM

solidar

GLOBAL  
PROGRESSIVE  
FORUM



**JOIN  
THE CAMPAIGN!**

Global Progressive Forum – EFFR Campaign  
98, rue du Trône B-1050 Bruxelles  
[www.europeansforfinancialreform.org](http://www.europeansforfinancialreform.org)



Plus d'information sur [www.europeansforfinancialreform.org](http://www.europeansforfinancialreform.org) !

# REGULATE GLOBAL FINANCE NOW!



**NOUS DEMANDONS :  
UN CONTRÔLE SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET LES BONUS  
DES DIRIGEANTS.**

La culture des super-bonus a encouragé une prise de risques inconsidérée dans la finance, ce qui a eu un effet économique néfaste tout en creusant les inégalités. **Les plans de rémunération doivent être encadrés par la loi**, afin de mieux refléter et d'encourager les performances économiques, sociales et environnementales à long terme. Il faut inciter les entreprises à allouer leurs profits à des activités productives et génératrices d'emploi. **Les rémunérations des dirigeants et des « traders » doivent être plafonnées** en proportion des revenus et des retraites perçus par les salariés de l'entreprise et, dans le cas des services financiers, être liée à des critères de responsabilité. **Les bonus et autres systèmes de rémunération ne devraient être versés qu'à l'issue d'une évaluation des performances sur les cinq années suivant la date des opérations.** Enfin, il est essentiel d'empêcher les actionnaires de piller la richesse des entreprises à travers des programmes de versement de dividendes et de rachat de dettes, qui les vident de leur capital et les rendent fragiles en cas de retournement de conjoncture.

**LES 32.6 MILLIARDS DE DOLLARS DE BONUS PERCUS EN 2008 PAR LES DIRIGEANTS DES 9 PLUS GRANDES BANQUES AMÉRICAINES (QUI ONT TOUTES BÉNÉFICIE DES PLANS DE SAUVETAGES FINANCIERS) SUFFIRAIENT À COUVRIR LES BESOINS D'ÉDUCATION DES 68 PAYS LES PLUS PAUVRES DU MONDE, ET CE POUR TROIS ANNÉES ÉNTRIÈRES !**



**NOUS DEMANDONS :  
LA RÉGULATION DES FONDS SPÉCULATIFS ET DE CAPITAL  
D'INVESTISSEMENT ET UNE LÉGISLATION COMPLÈTE,  
QUI ENCADRE DE MANIÈRE EFFICACE TOUS LES ACTEURS  
FINANCIERS.**

Les institutions financières les plus opaques ont créé au cœur même du casino financier mondial une arrière-salle où se déroulent les paris les plus risqués. Les fonds spéculatifs et de capital d'investissement ont ainsi pu prospérer, à l'abri des regards comme de la régulation. **Dans les prochains mois, les dirigeants européens vont devoir décider de l'avenir du système financier, et plus spécialement de l'avenir de ces fonds spéculatifs et de capital d'investissement.** En avril 2009, la Commission européenne a proposé une législation pour réguler ces fonds, la directive sur les "gestionnaires de fonds alternatifs" (AIFM en anglais). La balle est désormais dans le camp des gouvernements et des députés européens, qui devront décider si oui ou non ces fonds spéculatif doivent être régulés efficacement.



**NOUS DEMANDONS :  
LA MISE EN PLACE D'UNE TAXE SUR LES TRANSACTIONS  
FINANCIÈRES.**

En réponse à la crise, les gouvernements, à travers le monde entier, ont protégé et stabilisé leurs économies à l'aide de l'argent des contribuables. Beaucoup de citoyens s'interrogent : qui va payer l'addition ? Les contribuables vont-ils être les seuls à devoir subir les conséquences de la crise ? Ou bien allons-nous exiger des marchés financiers et des banques d'investissements de payer pour leur crise ? **Taxer le secteur financier serait non seulement plus juste**, mais permettrait également d'augmenter les revenus des gouvernements, qui ont besoin de cet argent pour combattre l'exclusion et pour bâtir des sociétés plus justes et plus saines. En taxant les comportements spéculatifs, qui ne sont d'aucune utilité pour la société, **la taxe sur les transactions financières favorisera des investissements de long terme, dont nos sociétés ont besoin aujourd'hui dans leur conversion vers une économie verte.** Ces revenus pourraient financer les investissements publics de long terme, pour le développement mondial et la lutte contre le changement climatique. **Sans ces politiques, il n'y aura pas de progrès dans la solidarité à l'échelle mondiale.**

**UNE TAXE INTERNATIONALE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES DE L'ORDRE DE SEULEMENT 0,05% POURRAIT, À ELLE SEULE, GÉNÉRER DES REVENUS DE L'ORDRE DE 1% DU PIB MONDIAL PAR AN.**



**NOUS DEMANDONS :  
LA SUPPRESSION DES PARADIS FISCAUX.**

Les citoyens paient des impôts. Les entreprises, y compris les institutions financières qui ont été sauvées par la collectivité durant la crise, emploient les meilleurs conseillers fiscalistes pour utiliser les paradis fiscaux et ainsi fuir l'impôt. Un gestionnaire de fonds a avoué payer moins d'impôts que sa femme de ménage ! C'est injuste et inacceptable. L'existence des paradis fiscaux encourage la fuite de capitaux et l'évasion fiscale, particulièrement dans les pays en développement. L'argent perdu dans les paradis fiscaux pourrait combler les déficits publics et servir à créer des dizaines de milliers d'emplois. **Nous exigeons que les paradis fiscaux, les centres offshore et les autres juridictions pratiquant le secret bancaire soient soumis à des règles internationales.** L'échange automatique d'informations, un véritable accord multilatéral et l'application de fortes sanctions contre les territoires et les individus qui ne respectent pas les règles sont autant de solutions à ce problème majeur.



**NOUS DEMANDONS :  
LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS CONTRE LES  
PRODUITS FINANCIERS TOXIQUES ET LES PRÊTS ABUSIFS.**



La crise a montré que les produits financiers toxiques peuvent propager un virus économique aux conséquences économiques et sociales dévastatrices. Il faut protéger les citoyens des produits financiers à haut risque et des pratiques d'octroi de crédit douteuses, tout comme ils le sont des médicaments dangereux. Une agence de protection financière des consommateurs doit être créée. Les employés de banque doivent être incités à donner de bons conseils aux clients.



**NOUS DEMANDONS :  
LA DÉMOCRATISATION DE LA FINANCE.**

Nous ne devons plus laisser les banques centrales et les groupes de pression de l'industrie décider seuls des règlements et des normes comptables. Les partenaires sociaux et les organisations de la société civile doivent pouvoir faire entendre clairement leur voix dans le processus décisionnel ! Au niveau européen, les syndicats et les organisations de la société civile doivent siéger au sein du comité européen du risque systémique, ainsi que dans les organes de surveillance européens. Les institutions internationales telles que le Conseil de stabilité financière (CSF) ou le FMI doivent accorder un statut consultatif aux organisations de la société civile et aux syndicats. Le CSF et le FMI devraient publier leurs projets de rapports sur leur site internet afin de permettre les contributions et commentaires du public.

**LES AUTORITÉS FISCALES PERDENT 250 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN DANS LES PARADIS FISCAUX, CE QUI REPRÉSENTE 5 FOIS CE DONT NOUS AVONS BESOIN POUR ATTEINDRE L'« OBJECTIF DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT », QUI VISE À ÉRADICHER LA PAUVRETÉ.**

**SIGNEZ  
L'APPEL!**